

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 et 3 : International : l'OPA de l'Oncle Sam sur l'énergie mondiale / p.4 à 6 : Place au débat : Après les municipales / p. 7: Brèves sociales : Duralex ; Manipulation de l'UE ; Lactalis ; LBM-Aérospace / p.8 : Coup de gueule : Les traités de libre-échange tuent l'agriculture

EDITO

Alors qu'en ce mois d'avril les signes du printemps se voient partout dans la nature, sur le plan international et économique c'est plutôt l'hiver qui semble de saison. La guerre contre l'Iran déclenchée par Trump et son allié Netanyahu a engendré une crise énergétique mondiale qui risque de se prolonger. Bien que non belligérante la France en subit les conséquences y compris sur le plan social puisque le gouvernement - qui ne veut qu'alléger à la marge les surcoûts d'essence et de gasoil des automobilistes - vient d'annoncer le gel de 6 milliards de crédits dans les ministères. On le sait, les coupes budgétaires se traduisent le plus souvent par des baisses d'effectifs dans la fonction publique, par des diminutions de dotations dans le secteur social et la santé notamment, par de moindres crédits dans des secteurs pourtant importants pour l'avenir comme la recherche ou la lutte contre les conséquences du réchauffement climatique. Malgré une trêve prolongée par Trump, la guerre peut repartir à nouveau. Il apparaît d'ores et déjà que, malgré la disparition d'un certain nombre de ses responsables, le régime iranien sort plutôt renforcé après plus de 55 jours de conflit. Même si les menaces de Trump sur les infrastructures énergétiques de l'Iran ne se confirment pas, c'est la population iranienne qui en subit les conséquences, au

même titre que la population libanaise dans l'autre conflit entre Israël et le Hezbollah. La reprise des combats pourrait être encore plus dramatique pour l'ensemble des populations du golfe, notamment si les usines de dessalement d'eau étaient visées. Oubliant ses promesses électorales, Trump s'est manifestement lancé dans cette guerre en croyant remporter une victoire rapide, ce qui est loin d'être le cas. Nul ne sait si ce conflit va se dénouer rapidement ou si la folie des uns et des autres va aboutir à quelque chose de plus dangereux encore. Pendant ce temps, en France, alors que les élections municipales sont passées, c'est la présidentielle de 2027 qui occupe tous les esprits. A droite et à gauche les candidatures réelles ou supposées se multiplient tandis que Bardella et Le Pen se tiennent prêts pour le RN. Plutôt que la recherche d'un homme ou d'une femme providentielle, il serait pourtant temps que la gauche s'attelle à l'élaboration d'un projet susceptible de rassembler un maximum d'électeurs pour faire face au risque d'une victoire du Rassemblement national. Cela semble la seule voie permettant de rendre crédible une candidature alors qu'aucune personnalité ne se détache et que les sondages aujourd'hui rendent très incertaine une victoire de la gauche.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

L'OPA de l'Oncle Sam sur l'énergie mondiale : le pétrodollar à l'heure du « grand hold-up ».

Un article de Philippe Hervé paru dans Respublica

Dans nos deux précédents volets, nous analysions dans le premier article comment la « guerre aérienne algorithmique » marquait à terme le crépuscule d'un régime iranien technologiquement dépassé, tout en soulignant dans le second article la nouvelle cohérence stratégique de Washington. Mais, depuis la frappe dévastatrice contre le gisement de North Dome/South Pars — ce poumon gazier géant cogéré par le Qatar et l'Iran —, le conflit a brutalement changé de dimension. Ce n'est plus seulement une guerre de projection de puissance ou une recomposition du Moyen-Orient ; c'est une opération de restructuration brutale du capitalisme financier mondial dont il s'agit.

Derrière le fracas des bombes, qui peut s'arrêter et/ou reprendre du jour au lendemain, se dessine sur le moyen terme une stratégie de prédation financière visant à éponger en partie une dette américaine devenue insoutenable par la captation programmée de la rente énergétique du golfe arabe. Ce que nous vivons est le passage de l'hégémonie par l'échange inégal à l'hégémonie par la simple capture.

Israël et les États-Unis : deux agendas convergents, mais distincts

Il convient ici de ne pas confondre les mobiles, sous peine de manquer la complexité du jeu en cours. Si Israël participe activement à cette séquence, c'est d'abord sous l'impulsion d'une impérieuse nécessité de survie. Face à un régime des mollahs dont la doctrine officielle reste, depuis 1979, l'anéantissement de « l'entité sioniste », Tel-Aviv joue sa peau.

Depuis le 23 mars, date à laquelle Trump a renoncé à son ultimatum contre l'Iran pour chercher dans la confusion totale un compromis avec les Mollahs, les différences stratégiques et tactiques entre Israël et les États-Unis apparaissent au grand jour. Les Gardiens de la Révolution iraniens prétendent que les Américains « négocient avec eux-mêmes ». D'une certaine manière, cette formule n'est pas tout à fait fautive. Aux États-Unis, les pétroliers, la cryptomonnaie, le high-tech de champs de bataille profitent de la guerre. Mais les transporteurs ou les assureurs subissent de grosses pertes. Trump est donc à la convergence des rapports de forces au sein du capitalisme américain... ce qui explique en partie ses humeurs changeantes et parfois incompréhensibles.

En revanche, Israël cherche à éliminer ou au minimum à diminuer la puissance du régime de la République islamique, Trump ne voulant que maintenir son hégémonie, et si possible en vidant partiellement les coffres-forts des pétromonarchies.

L'Amérique, un Empire de services et de rente : le sacrifice des alliés

Pour Washington donc, l'enjeu est d'une tout autre nature. Les États-Unis ont achevé leur mutation systémique : ils ne sont plus, depuis bien longtemps, la « fabrique du monde ». Le temps où Detroit inondait la planète de ses cylindrées est révolu. Ils n'exportent plus de voitures de masse ou de machines-outils de pointe. Outre la Chine, surpuissance industrielle, ce rôle de motoriste de la planète et de fabricant de produits industriels de pointe a été délégué, par la division internationale du travail, dans l'espace occidental à l'Allemagne et au Japon. L'économie yankee repose désormais sur un trépied d'acier : la High-Tech (le code), les Armes (le fer) et l'Énergie (le feu).

L'analyse des flux montre une réalité cruelle : en provoquant ou en laissant s'installer une hausse massive du prix du baril — indispensable à la rentabilité du pétrole et du gaz de schiste extraits à grands frais dans le Permian Basin au Texas —, le capitalisme américain assène un coup de massue à ses propres alliés industriels. L'Allemagne, dont le modèle reposait sur une énergie russe bon marché et des exportations vers la Chine, et le Japon, archipel totalement dépendant de ses importations énergétiques pour faire tourner ses usines de pointe, sont les grandes victimes collatérales de cette flambée des prix.

Pendant que Berlin voit ses fleurons de la chimie et de l'automobile vaciller sous le poids de factures énergétiques délirantes, le Texas encaisse les dividendes d'un pétrole à plus de 100 dollars. C'est une redistribution sauvage de la richesse mondiale au profit d'une Amérique qui préfère exporter des barils

de brut et des logiciels de guerre plutôt que des biens de consommation. Le message est clair : pour que l'Empire survive, ses vassaux industriels doivent accepter le déclin.

Trump et la convergence des lobbies : le choix de la prédation

L'accession et le maintien au pouvoir de figures comme Donald Trump ne relèvent pas du hasard ou d'un simple accident populiste. Trump est le point de convergence, l'incarnation politique d'un consensus profond entre les lobbies industriels historiques et la nouvelle aristocratie technologique. Il représente l'alliance du « Old Money » pétrolier et du « New Tech Money » de la Silicon Valley de défense.

Pour ces groupes, l'Amérique ne peut plus se permettre le luxe du libre-échange pseudo équitable. Sa dette abyssale, qui frôle désormais les 40 000 milliards de dollars, impose un changement de paradigme. Dans l'esprit de la doctrine « l'Amérique d'abord », la masse financière accumulée par les pétromonarchies du Golfe n'est plus une épargne étrangère à respecter, mais un dû. Puisque ces dollars sont le produit de la protection militaire américaine et de la spéculation à Wall Street, ils doivent revenir au bercail pour financer le déficit budgétaire US. Ce n'est plus de la diplomatie, c'est du recouvrement de créance à l'échelle planétaire.

Le « Stablecoin » : la nouvelle laisse technologique du pétrodollar

La grande nouveauté de ce conflit réside dans l'outil de cette capture : les stablecoins (USDT, USDC). Ces monnaies numériques indexées sur le dollar, bien que décentralisées en apparence dans l'éther de la blockchain, sont en réalité des ancrs jetées par le Trésor américain au cœur de l'écosystème financier mondial.

En poussant, par la menace ou par l'incitation sécuritaire, les pétromonarchies à déplacer leurs actifs vers ces supports numériques, Washington s'offre un droit de regard et de saisie instantané. Contrairement aux circuits bancaires traditionnels (SWIFT) qui conservent une certaine inertie juridique, le stablecoin permet un gel des avoirs à la vitesse de la lumière. Le passage aux dollars numériques n'est pas une modernisation des échanges ; c'est une mise sous séquestre technologique. Le message envoyé aux émirats est limpide : « Votre fortune n'existe que tant que nous ne pressons pas sur le bouton "delete" ».

Le complexe Palantir et l'IA de combat : optimiser la destruction

Ce consensus du capitalisme américain — lobby pétrolier, militaro-industriel et High-Tech — trouve son expression la plus pure dans l'usage massif de l'Intelligence Artificielle sur le champ de bataille moyen-oriental. Ce conflit est la vitrine mondiale de sociétés comme Palantir ou Anduril.

Ici, l'IA militaire ne se contente plus de guider des missiles avec une précision chirurgicale ; elle analyse en continu les flux financiers, les vulnérabilités des infrastructures critiques adverses et optimise la destruction pour qu'elle soit économiquement rentable pour l'agresseur. On ne frappe plus seulement pour détruire, on frappe pour forcer un réalignement des capitaux. Pour le secteur du numérique de sécurité, cette guerre est un laboratoire à ciel ouvert. On y teste la capacité à paralyser un pays entier par des algorithmes, tout en s'assurant que les flux de capitaux (via les réseaux de stablecoins) continuent de nourrir sans interruption le système financier dollarisé.

Conclusion : une prédation systémique et l'impuissance européenne

Cette guerre n'est pas une crise passagère, mais l'acte de naissance d'un nouvel ordre mondial basé sur la prédation systémique. En essayant de faire main basse sur la masse financière des pétrodollars et en asphyxiant les puissances industrielles alliées par des prix de l'énergie artificiellement maintenus à des sommets, Washington tente de sauver son hégémonie.

Entre une IA qui optimise la mort et une finance numérique qui capture la rente, le monde bascule dans une ère où la souveraineté se mesure à la capacité de résistance technologique.

La France et l'Europe se retrouvent au pied du mur. Sans une reprise en main radicale de leur autonomie énergétique, monétaire et technologique, elles ne seront que les prochains payeurs pour tenter d'éviter la faillite de l'Empire. Le temps de la naïveté est terminé ; celui du Grand Hold-up a commencé.

PLACE AU DÉBAT

APRES LES MUNICIPALES

Par Jean-Claude CHAILLEY

Les municipales sont l'élection la plus difficile à analyser. Elle est au carrefour de problématiques locales, nationales, de « prime » au maire sortant, ... Bien souvent les résultats sont fort différents du résultat des partis en lice lors de législatives ou présidentielles. Beaucoup de listes sont « sans étiquette ». Les municipales de 2026 sont d'autant plus difficiles à analyser que sur le site du ministère de l'intérieur on ne trouve même pas la participation nationale. Seuls les résultats par commune sont accessibles. De toute évidence un choix politique. Il y a quand même quelques tendances lourdes.

L'abstention particulièrement élevée.

57,17 % seulement de votants au 1^{er} tour. Par exemple en 2014 c'était 63,55 %.

L'analyse faite le soir du vote par des journalistes vedettes de BFM c'est la « fatigue démocratique ». On n'est guère plus avancé.

Le % national masque de fortes différences. Dans ma commune du Val de Marne, il y a près de 50 % d'abstentions, et encore c'est une moyenne. Des bureaux de zones ouvrières dépassent 60 % d'abstention. La montée de l'abstention ouvrière **est d'ailleurs une tendance générale depuis des années.**

Il reste bien sûr un réflexe gauche – droite. **Mais la confiance que la gauche peut « changer la vie » s'est considérablement affaiblie. On vote souvent CONTRE la droite et l'extrême droite plutôt que par adhésion et confiance POUR... ou on s'abstient car « ça ne changera rien ». Et parfois malheureusement certains voient l'alternative, ou peut-être une chance d'alternative, dans le RN « qui n'a jamais gouverné » et peut d'autant plus facilement dire tout et son contraire, ce dont il s'est fait une spécialité.**

La division serait une des raisons.

Après la NUPES, le NFP a explosé. C'est même souvent la haine entre ses composantes. Ça a des conséquences. Sans vouloir extrapoler au-delà du raisonnable, dans ma commune du Val de Marne il y avait une liste PC / PS / LFI / EELV. Malgré le contexte national plus que tendu, elle a été élue au 1^{er} tour, certes avec une légère érosion. A Villeneuve Saint Georges la LFI l'a emporté 2 fois de suite aux législatives avec plus de 60 % des voix. Violente division depuis. La droite l'emporte largement. A Champigny – passé à droite - le NFP avait reconquis la majorité lors des dernières législatives. Le PCF pouvait espérer reconquérir la municipalité qui fut celle de Georges Marchais. Division aussi. La droite a facilement gardé la mairie. A Fresnes 3 listes de gauche – sans LFI – majoritaires ensemble. La droite l'emporte. Globalement dans ce département, le dernier de l'ex « ceinture rouge » à avoir eu un président du Conseil départemental communiste, la droite a gagné 2 mairies supplémentaires. Certes, il y a des raisons démographiques : l'industrie a pratiquement disparu, mais ça n'explique pas tout.

Les déclarations de Valls sur les 2 gauches irréconciliables se trouvent retranscrites dans la réalité tant par les déclarations de l'aile libérale du PS et de Glucksmann que par les propos de LFI et de Mélenchon.

Les situations très diverses ne permettent cependant pas de généralités : Montreuil, Paris, St-Amand-les-Eaux sont les exemples contraires de listes d'union de gauche sans LFI qui ont réussi et parfois au 1^{er} tour.

Certes derrière la division il y a des causes, de lourdes divergences. Leurs conséquences ne sont pas qu'électorales. Donnant le sentiment qu'il n'y a pas de débouché politique, elles freinent aussi les mobilisations, elles contribuent à laisser Macron – Lecornu dérouler leurs coupes budgétaires, leurs réformes, « l'économie de guerre » pour reprendre l'expression de Macron, sans opposition à la hauteur des attaques portées.

La politique de la gauche au pouvoir a déçu

L'espoir de 1981 s'est fracassé sur la « parenthèse de la rigueur », jamais refermée. La gauche a davantage privatisé que la droite. Avec la droite elle a donné un pouvoir disproportionné aux banques, aux multinationales. Elle a privé l'Etat de tout moyen de planification, de toute politique industrielle et de

recherche. Les délocalisations se sont multipliées, la financiarisation galope, les médias sont tenus par les richissimes dirigeants de multinationales.

Dernier responsable de la gauche au pouvoir, Hollande - qui donne tant de leçons et qui se conduit comme s'il était redevenu le chef au PS, ce qui est loin d'être le cas-, n'avait même pas pu se représenter. Il a mené le PS au-dessous de 2 % à la présidentielle. La politique de l'offre qu'il a initiée, les cadeaux du Pacte de responsabilité, ont creusé les déficits, affaibli les services publics et la protection sociale, permis l'explosion des dividendes du CAC 40.

Macron et ses gouvernements avec toutes les variétés de la droite, d'anciens responsables socialistes comme Elisabeth Borne, a poursuivi et amplifié la politique qu'il avait menée comme ministre de l'Économie de Hollande et Cazeneuve.

Après 12 ans de politique de l'offre, la France recule à une vitesse à peine croyable dans tous les domaines. Elle a réussi l'exploit de cumuler régression sociale, recul de l'industrie et aides publiques disproportionnées qui ont créé les déficits et la dette.

Exemple **l'automobile** : Communication à la commission des finances du Sénat :

« *Le déclin de la filière est plus rapide en France que chez nos voisins européens : la France, qui était le 3ème producteur mondial d'automobiles en 2000, est passée de la 9ème place en 2019, à la 14ème en 2024.* ». « *Le solde du commerce extérieur de produits automobiles dans son ensemble ne cesse de se dégrader en France depuis 2004 et est désormais négatif (- 22,5 milliards € en 2024)* ». »18 milliards d'aides directes et indirectes entre 2018 et 2024 «(ces 18 milliards augmentent d'autant le déficit de l'Etat).

C'est pareil dans la santé.

Quant à l'adoption du PLFSS et du PLF 2026, dont les dégâts s'accumulent tous les jours même s'il y a eu de modestes reculs, d'ailleurs remis en cause, tout le monde a vu qu'une bonne partie de la gauche a sauvé « le moine-soldat » Lecornu en votant le PLFSS. Pour le PLF (projet de loi de finance), les mêmes ont demandé un 49-3 à Lecornu qui avait promis de ne pas l'utiliser. Ça n'augmente pas la confiance dans la gauche.

De leur côté, au niveau national, les confédérations syndicales sont aussi divisées sur nombre de sujets. Si les syndicats limitent les dégâts, obtiennent des résultats dans les entreprises, il y a un moment qu'il n'y a pas eu de grande victoire nationale. Le MEDEF et les gouvernements enchainent les réformes négatives pour les salarié.es. L'accumulation de réformes sur l'indemnisation du chômage en est un symbole, et ce n'est pas fini.

Le bon résultat du RN, de l'extrême droite.

Pour beaucoup avec les partis traditionnels la seule perspective concrète paraît être l'austérité à perpétuité. D'où une montée de l'abstention et du vote d'extrême droite.

Louis Alliot a été réélu au 1^{er} tour à Perpignan. Pareil pour Rachline à Fréjus. Pourtant, inculpé pour prise illégale d'intérêt, soupçonné de corruption, il n'a pas eu l'investiture du RN.

Le RN a été proche de l'emporter à Toulon et Marseille (121 000 voix, et il restait une liste de droite), l'a largement emporté à Nice avec Eric Ciotti et nombre de villes importantes.

A Paris Mme Knafo, certes lancée comme une lessive par les médias, passe les 10 %.

Aux municipales le PS bénéficie de son réseau de sortants, vestige de sa puissance passée.

Pour le RN c'est l'inverse. Il n'est pas implanté partout, notamment dans la ruralité où il n'a pas de candidats partout, mais il y a nombre d'électeurs potentiels pour la présidentielle et les législatives.

De toute évidence la stratégie de lutte contre l'extrême droite manque d'efficacité. Il va falloir réfléchir à l'améliorer considérablement !

40 ans de montée du RN, de l'extrême droite. En 2002, il y a 24 ans, Lionel Jospin a été éliminé au 1^{er} tour de la présidentielle par Le Pen père. C'est une alerte dont on n'a pas su tirer les conséquences stratégiques. Actuellement plus personne ne peut garantir que le RN ne sera pas au pouvoir dans 1 an. Dramatique pour la gauche, pour le mouvement social, d'en être arrivé là, et pas seulement en France.

Ne pas compter sur le Front républicain

C'est la tendance naturelle sous-jacente devant la crainte du RN. En marge d'une réunion de bureau syndical un camarade demande « est-ce qu'on va être appelés à voter Edouard Philippe ? »

En 2002 J Chirac l'a emporté avec 82 % des voix au 2^{ème} tour. On mesure le chemin parcouru. Lors de la dissolution de l'Assemblée nationale en juillet 2024 le Front républicain a certes coté quelques sièges au RN – principalement en faveur des macronistes – mais il est resté 1^{er} parti en sièges, et de loin.

Le Front républicain a d'ailleurs des effets pervers : il donne l'impression que finalement la gauche et la droite c'est moins différent qu'on le dit, qu'on partage les « mêmes valeurs ». **Donc ça conforte l'axe central de communication du RN qu'il est LA SEULE ALTERNATIVE** aux politiques largement rejetées par une majorité de la population

En outre le Front républicain est rejeté par la plupart des formations politiques.

Il y a de plus en plus d'interpénétration droite – extrême droite. C'est logique : au-delà de la rivalité sur qui va être le futur président ou la future présidente, ils ont tous pratiquement le même programme :

Pour revenir vers 3 % de déficit / PIB, ils veulent tous faire des économies massives sur les services publics et la protection sociale (coupes budgétaires, retraite à points ou à la carte, capitalisation, réduction des cotisations sociales diminution des effectifs, ...).

Tous sont d'accord pour « un quoiqu'il en coûte » pour l'armée, qui, si le RN l'emporte, sera sous les ordres de Bardella ou Le Pen. Est-ce vraiment rassurant ?

Même sur les libertés fondamentales les différences sont de plus en plus ténues.

Quant aux salaires, aux indemnités chômage, aux retraites, ... tout est trop élevé -sauf les profits bien sûr – Exemple les dérogations au travail le 1^{er} mai. C'est une proposition de loi de la niche parlementaire LR. N'ayant pu être votée dans les délais, c'est Gabriel Attal qui l'a reprise pour les macronistes. Le RN y est favorable. Le Sénat l'a votée. Provocation qui pouvait mettre le feu aux poudres, Lecornu l'a finalement renvoyée au dialogue social par branches sous les hurlements de ses promoteurs.

Vers des alliances extrême droite – droite ?

- Pour Retailleau, Wauquiez, la stratégie c'est tout sauf la FI, donc ça peut être avec le RN. Ciotti a donné l'exemple.
- Bardella envisage aussi de s'ouvrir à une partie de la droite, Marion Marechal et Zemmour aussi...

Ou des recherches d'alliances ailleurs ?

- Pour les macronistes comme Braun Pivet il s'agit de s'élargir en dévoyant la partie sociale-libérale du PS, évitant ainsi toute reconstruction possible de la gauche. Darmanin ne rejette pas cette hypothèse non plus.

La question des alliances ou de la division est-elle réellement centrale ? Nous avons largement connu par le passé la présentation de plusieurs listes se réclamant de la gauche. Et cela ne posait aucun problème ; on se retrouvait au 2nd tour pour une fusion ou un simple appel à voter. Il ne faut pas se voiler la face et se masquer le véritable problème de la gauche : son étiage. Elle ne dépasse pas les 30% tous partis ou mouvements confondus. Il est donc prioritaire de repenser un projet qui permette de redonner confiance aux Français dans la gauche. Un projet qui n'évite pas les questions qui fâchent.

Macron veut une « année utile »

Macron en fin de mandat, non rééligible, aggrave encore sa politique de l'offre. Le fait que les médias restent silencieux masque qu'il multiplie les mesures et réformes contre les services publics, la Sécurité sociale, le code du travail (1^{er} mai), creuse les déficits, dans un relatif silence. Trump occupe tout l'espace médiatique, ça aide.

Nous voulons une année utile, et ce n'est pas la même !

Redonner de l'espoir aux couches populaires, c'est mobiliser, montrer ici et maintenant qu'on peut battre la politique menée actuellement par la droite, l'extrême droite, le MEDEF. Le recul sur le 1^{er} mai montre que c'est possible.

BREVES SOCIALES

Duralex : les supermarchés veulent les tuer !

Hallucinant : les supermarchés retirent la vaisselle Duralex des rayons. Duralex, c'est cette usine Made in France que chacun a été heureux d'apprendre qu'elle sortait la tête de l'eau après être passée à 2 doigts de la faillite, que l'emploi y est sauvé et les salariés très impliqués. Le capitalisme n'aime pas ça : les supermarchés refusent de vendre la production Duralex. Quand le gouvernement va-t-il réagir ? !

Des produits fabriqués au Canada, en Turquie, au Japon ou au Maroc, mais considérés comme "Made in Europe" !

Voici la nouvelle manipulation de Bruxelles

La Commission européenne a dévoilé hier son projet de loi sur l'accélération industrielle.

Objectif : faire remonter l'industrie à 20 % du PIB de l'UE d'ici 2035 (contre 14 % aujourd'hui).

La grande nouveauté annoncée : l'introduction d'une préférence européenne !

Mais seulement pour certains secteurs :

-Industries lourdes décarbonées (ex : acier, aluminium)

-Secteur automobile

-Technologies propres (ex : batterie, photovoltaïque, éolien).

Une bonne idée sur le papier ? Oui, mais...

L'UE a décidé d'élargir la préférence « européenne » à des pays ne faisant pas partie de l'UE...

En bref, des produits fabriqués hors de l'UE pourraient être considérés "Made in Europe"... On marche sur la tête !

Et la liste des pays concernés pourrait être très longue...

- 80 pays avec qui l'UE dispose d'un accord de libre-échange

- 40 pays avec qui l'UE a conclu des accords en matière d'accès aux marchés publics

C'est le cas, par exemple, du Canada, de la Turquie, du Japon ou du Maroc.

Et si c'est plus cher, on importera !

Et comme si cela ne suffisait pas, la Commission a aussi posé d'autres limites à la préférence européenne.

Par exemple : si un produit "européen" est 25 % plus cher qu'un produit importé, les autorités publiques pourront choisir le produit importé !

Les 19 et 20 mars, lors du Conseil européen, les dirigeants des 27 États membres doivent débattre de ce projet de loi. Les négociations porteront principalement sur la liste des pays à inclure dans cette "préférence".

Les choses sont mal parties...

Lactalis : Emmanuel Besnier convoqué par la justice

Besnier est convoqué au tribunal correctionnel de Laval. L'audience devrait avoir lieu en avril ou mai. Il est accusé d'avoir minoré les primes de participation des salariés grâce à un montage financier qui a été épinglé par le fisc. L'association « Justice pour nos primes » a également porté plainte auprès de Parquet national financier pour dénoncer une fraude fiscale ayant des répercussions négatives sur les primes des salariés. Cette fraude concernerait le règlement d'un différend avec l'administration fiscale sur un montage financier passant par la Belgique et le Luxembourg. Le groupe Lactalis aurait minoré son bénéfice imposable pendant plusieurs années et cela aurait eu une incidence sur les primes. Les salariés auraient ainsi été floués d'une somme entre 15000 et 35000€ durant les 10 dernières années.

Vente de LMB Aérospace

Le gouvernement a confirmé la vente du groupe français LMB Aerospace, dont le siège social est en Corrèze, et qui fabrique des ventilateurs pour les Rafale et les sous-marins nucléaires, à la société américaine Loar Group.

COUP DE GUEULE

*Un accord libre échange vient d'être signé avec Australie : Importation sans droits de douane de viande bovine, ovine et d'oeufs
Comment préserver les filières françaises auxquelles on impose à juste titre des normes sanitaires ?*

LES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE TUENT L'AGRICULTURE

Déclaration du Modéf

Le 24 mars, l'Australie et l'Union Européenne ont signé un nouveau traité de libre-échange.

Cet accord offrira de nouvelles opportunités aux agriculteurs, pêcheurs et autres producteurs agricoles australiens au détriment des paysans européens. Le quota de bœuf australien est fixé à 30 600 tonnes et celui de viande de mouton et de chèvre à 25 000 tonnes (18 125 tonnes de mouton et 6 875 tonnes de viande de mouton congelées). L'U.E ouvrira un contingent tarifaire de 35 000 tonnes de canne à sucre, 8 500 tonnes de riz, 20 000 tonnes de gluten de blé, 800 tonnes de maïs doux

L'Agriculture est l'éternelle variable d'ajustement dans les négociations ! Le MODEF s'oppose aux accords de libre-échange qui portent atteintes à nos droits. Le libre-échange alimente la faim, la pauvreté et les inégalités. Nous demandons au Parlement Européen et au Conseil Européen de refuser cet accord sachant que le MERCOSUR sera appliqué provisoirement à partir du 1er mai.

Aujourd'hui, ce 26 mars s'ouvre à Yaoundé la 14e Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'accord de l'OMC fondée en 1995 sur l'agriculture visait à établir un système d'échange de produits agricoles axé sur le marché. Après 31 ans sous le règne de l'OMC, la conclusion est sans appel ! L'OMC sert seulement les intérêts des multinationales et des riches pour trouver de nouveaux marchés.

Il est temps de sortir l'Agriculture des négociations de l'OMC. Nous devons construire un cadre commercial mondial pour l'alimentation et l'Agriculture basé sur la coopération et la souveraineté alimentaire des peuples.

La Via Campesina, dont le MODEF est membre, appelle à organiser des mobilisations, des Conférences de Presse entre le 26 et le 29 mars 2026, pour exprimer notre opposition aux accords de libre-échange et pour réitérer notre demande de maintenir les négociations commerciales agricoles en dehors de l'OMC.

*Angoulême, le 26 mars 2026
Nicolas GUITARD
Secrétaire national du MODEF*

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE